

■ **Annales, Histoire, Sciences Sociales**
n°2, mars-avril 2001

Liens de famille et la royauté française

Cette livraison des *Annales* se structure autour de deux thèmes : les liens de famille et la question de la mise en scène du discours politique par la royauté française. La première partie propose une réflexion autour des pratiques du nom, des alliances, et des patrimoines. L'anthropologue, Gabriele Vom Bruck, enseigne comment les femmes de la dernière dynastie royale yéménite emploieraient un nom masculin, pour déféminiser leurs corps. Elles pouvaient, alors, s'adonner à des activités sociales qui les mettaient en interaction avec des hommes, en dehors du *Mahram*, c'est-à-dire des époux potentiels. L'auteur confirme la théorie performative des noms qu'elle empreinte à la sociologue américaine Judith Butler, selon laquelle l'appellation d'une femme par un nom masculin n'aliène pas son identité en tant que membre du sexe féminin, et ne lui assigne pas, non plus, une identité sexuelle.

Dans l'article suivant, l'historien moderniste André Burguière présente les rapports de l'Etat monarchique avec les structures familiales de la France du XVI^e au XVIII^e siècles. Il s'interroge sur les transformations de la famille, propre à la France, qui émaneraient de la particularité du centralisme politique. Burguière explique que la représentation « familiale » du pouvoir royal posait à l'Etat un rôle social qui posa les bases de l'Etat-providence. De ce fait, la « nucléarisation » des solidarités familiales a accru le rôle social de l'Etat. Dans le même temps, la monarchie luttait contre les réseaux féodaux en faisant appel à un corps de ministres issus de la noblesse de robe, qui s'entoura de parents afin d'asseoir leur autorité.

L'historien Bernard Derouet, quant à lui, étudie le marché foncier, dans l'Europe moderne, en élargissant l'unité d'analyse du groupe domestique à la parenté. L'auteur réfute la thèse de Giovanni Levi et celle des historiens anglais. D'après Derouet, on ne peut généraliser un type de marché foncier pour l'ensemble des sociétés européennes, car chacune d'elles possède ses particularités dans ses modes de reproduction sociale, dans ses mobiles des transferts fonciers, et dans son système successoral. Derouet est, cependant, d'accord sur le fait que la parenté gère la grande majorité des échanges fonciers en Europe, à l'époque moderne, avec une rationalité économique qui lui permet, alors, de préserver la cohésion sociale au sein du groupe, ainsi que le respect des intérêts individuels en négociant les prix de marché.

Dans la seconde partie de ce numéro, deux articles sont consacrés à la mise en scène du pouvoir royal en France. L'historien médiéviste Christopher Lucken conteste à *La vie de Saint-Louis* de Joinville, le statut de « mémoires ». Selon l'auteur, ce texte ne représente pas un témoignage fidèle des faits et gestes du roi, tel que les biographes, comme Jacques Le Goff, l'ont affirmé. Il s'agirait plutôt d'une création littéraire, transformant le roi non plus en saint, mais en martyr.

■ **Annales, Histoire, Sciences Sociales**
n° 4-5, juillet-octobre 2001

Pratiques d'écriture

Les dix articles qui forment ce numéro spécial des *Annales* se partagent en quatre parties : Une histoire de la culture écrite ; Du texte : statut, valeur, caractères ; Médiations scripturaires, paroles ouvrières ; Entre surnaturel et politique.

Les études rassemblées dans ce numéro proposent des approches nouvelles sur l'évolution de la culture écrite dans les sociétés occidentales entre le Moyen-Âge et le 19^e siècle. L'une des ambitions de cet ouvrage est de rapprocher "histoire de la lecture" et "culture graphique", en portant toute l'attention sur l'accès à l'écriture, de son apprentissage à son appropriation par l'exercice de l'autobiographie, sur les usages publics et privés, politiques ou religieux de l'écrit ainsi que sur les valeurs et fonctions que le texte pouvait avoir dans des sociétés encore largement marquées par l'analphabétisme.

La plupart des articles montre l'absence d'une frontière clairement définie entre les individus qui maîtrisaient l'écriture et ceux qui en étaient exclus. La culture écrite était partiellement diffusée aux populations en marge de l'écriture, par la lecture à voix haute, par la possession de tout un chacun de documents écrits (actes de baptême, prières, documents administratifs,...). Voilà les formes de ce que l'on peut appeler une "acculturation à l'écrit". L'écrivain public était aussi une figure sociale privilégiée, "passeur" de la culture écrite.

L'accès à l'écrit nécessitait certes beaucoup d'acharnement et apparaissait comme une véritable conquête dans certains milieux défavorisés. Son appropriation se finalisait dans l'écriture de récits de vie. Les écrits des auteurs ouvriers étaient marqués par l'engagement et la lutte contre l'ignorance populaire qui perpétuait l'assujettissement de leur classe. Les intellectuels de la classe ouvrière - des autodidactes - étaient aussi des intermédiaires entre la culture savante et leurs racines ouvrières, dont l'instruction les avait partiellement coupés.

Il existait aussi un décalage entre écriture et lecture. La domination masculine apparaissait fondée sur la maîtrise de l'écriture et seule la capacité de lecture était enseignée aux femmes. En outre leur alphabétisation était souvent limitée à la lecture de textes de piété. Au niveau populaire, la lecture et l'écriture ne représentaient donc pas un bloc uniforme mais des phases distinctes et successives articulées de manière différente selon les parcours de chacun.

De telles perspectives sur la place de l'écrit en milieu non-écrit changent les rapports trop rigides entre culture orale et culture écrite et remet en cause l'opposition entre culture populaire et culture savante. Ce sont les liens entre lecture et écriture qui sont étudiés. Les "pratiques d'écritures" apparaissent dans ce passionnant ouvrage bien plus partagées par l'attention qui est portée aux usages sociaux et aux pratiques des acteurs.

ANNALES, Histoire, Sciences Sociales
54, Bd Raspail, - 75006 Paris
<http://www.ehess.fr/editions/revues/annaes/accueil.html>

■ **Genèses**

n° 44, Revue trimestrielle, éditions Belin,
septembre 2001, 175 pages

Sciences sociales et histoire, Enseigner la nation

L'introduction du dossier principal que comporte cette livraison de la revue *Genèses* souligne l'intérêt de l'étude des manuels scolaires, un des chantiers porteurs d'un débat possible entre le passé et le présent. Le genre des manuels dont la forme actuelle se fixe au cours du XX^e siècle, avec l'institutionnalisation des établissements éducatifs, offre un terrain de réflexion à la croisée de plusieurs domaines de recherche en regain : l'histoire de l'histoire, l'histoire de l'enseignement, l'histoire des identités nationales. Chacun des trois articles qui composent ce dossier montre que les impératifs pédagogiques de la transmission du savoir historique ne sont pas indépendants de la conjoncture politique. Celle-ci ne s'exerce pas directement et donc ne se lit pas immédiatement. Pour ce faire, chaque enquête sur les manuels doit examiner le fonctionnement et le dispositif d'élaboration des manuels, entre la hiérarchie administrato-politique, la géographie du monde des enseignants et la tonalité des débats idéologiques et intellectuels.

A travers les exemples égyptien, allemand, japonais et français, le lecteur de ce dossier compare des situations différentes qui mettent en perspective les enjeux de l'histoire nationale entre les événements et les mouvements mondiaux, les principes universalistes et les objectifs identitaires d'un Etat. La traduction des tensions entre l'infra-national et le supranational sur les plans scientifiques et pédagogiques est également fonction des acquis de la discipline historique et de la constitution de l'identité professionnelle des enseignants d'histoire. Au sein de la corporation, le statut des auteurs de manuels, offre plusieurs profils et les cas étudiés évoquent les modèles de rédacteur « intellectuel et bureaucrate », de pédagogue vulgarisateur, d'enseignant innovateur. Ces différents facteurs déterminent des orientations diversifiées à l'enseignement de l'histoire et par voie de conséquence à l'écriture des manuels, qui doivent répondre à des exigences concomitantes : transmission de connaissances, discours de méthode et finalités civiques.

La réception des manuels est un aspect difficile à étudier : les articles du dossier, s'ils élargissent leur spectre d'analyse au-delà des limites des contenus, ne parviennent pas à étendre leur perspective socio-historique jusque vers l'impact véritable de ces vecteurs d'enseignement de la nation. A considérer cet impact à travers les manuels comme objets de débat - cognitif, professionnel et/ou politique - et à travers les types de réactions - implicites et explicites - que ces outils pédagogiques constituent face à ces débats, ce dossier livre des hypothèses stimulantes pour une réflexion historiographique à partir d'un genre habituellement délaissé par la recherche.

GENÈSES, revue trimestrielle
Iresco, 59-61, rue Pouchet,
75849 Paris - Cedex 17
geneses@iresco.fr
éditions Belin, 8, rue Férou
75278 Paris - Cedex 06